

Le clergé et l'échec des insurrections de 1837-1838

Fernand Ouellette

Volume 7, numéro 1-2 (37-38), janvier–avril 1965

1837-1838

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30020ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouellette, F. (1965). Le clergé et l'échec des insurrections de 1837-1838. *Liberté*, 7(1-2), 42–49.

Le clergé et l'échec des insurrections de 1837-1838

Bien des historiens et des analystes du passé, souvent sans trop savoir de quoi il en retournait exactement, ont attribué au clergé l'unique responsabilité de l'échec lamentable des insurrections. A première vue, cette explication paraît d'autant plus convaincante qu'elle s'appuie sur le fait que le clergé a toujours eu la réputation d'exercer une profonde influence sur la population canadienne-française, voire de la conduire à sa guise. En dépit de la justesse générale de cette observation, il n'en reste pas moins que cette interprétation repose sur une vue simplifiée à l'extrême du phénomène révolutionnaire. Le mouvement de 1837-38, compte tenu de ses origines, de son caractère et de son dénouement, est beaucoup plus complexe qu'on ne l'a cru généralement. On ne saurait donc en attribuer la faillite au seul groupe clérical, dégageant par le fait même les chefs patriotes de toute responsabilité. Ce serait adopter une attitude aussi fautive que celle de Papineau lorsqu'il prétendait qu'aucun des Patriotes n'avait prémédité une révolte. Sa prétention n'avait d'autre but que de se blanchir, de minimiser sa culpabilité, en rejetant tout l'odieux de l'affaire sur le gouvernement. Dès lors il pouvait jouer au martyr. La faillite de 1837-38 était collective.

*Du mandement de Mgr Lartigue
aux visions du curé de l'île Perrot*

De même il serait faux de prétendre qu'à la veille de 1837 le clergé avait perdu toute influence sur le peuple. Du XVII^e siècle au début du XIX^e, le clergé avait assumé à fond son rôle de classe dirigeante. Ce qui ne signifie pas qu'il était le seul grou-

pe à assumer le leadership de la société. En réalité, les clercs et les seigneurs laïques avaient dirigé conjointement la société canadienne-française. Les difficultés qu'éprouve l'ancienne noblesse seigneuriale après les années 1780, favorisent cependant un renforcement de l'influence des clercs.

Tout cela signifie que, depuis au moins le début du XVIII^e siècle, l'idéologie cléricale était demeurée essentiellement la même. Le clergé constituait, dans un contexte dominé par la stabilité des structures économiques et sociales, une élite d'Ancien Régime et les valeurs auxquelles il obéissait en étaient le produit. Ses croyances en la monarchie de droit divin, en une société hiérarchisée fondée sur les privilèges et sur le principe de l'utilité sociale des groupes, étaient en accord avec les idéaux du milieu dont il dirigeait en quelque sorte les destinées. A des paysans fatalistes, il enseignait la résignation chrétienne. A des *habitants* indisciplinés mais habitués à être gouvernés, il prêchait l'obéissance. Aux élites, il recommandait le respect des traditions de l'Ancien Régime économique et social. Aussi longtemps que les arrière-plans économiques et sociaux étaient restés les mêmes, les anciennes définitions avaient conservé leur force et le clergé avait pu en toute quiétude assumer ses obligations. Aucune menace ne pesait sur ses privilèges.

Au commencement du XIX^e siècle, cet équilibre traditionnel se modifie. Déjà d'ailleurs, la révolution française et l'introduction au Canada des institutions parlementaires inauguraient une ère de transformations dont le monde cléricol subissait à plus ou moins longue échéance les contre-coups. La croissance du capitalisme, phénomène qui débouchait sur la montée des classes moyennes, suscite alors l'effort de l'individualisme. En somme, les tendances nouvelles appellent l'affirmation de l'individu, tant sur le plan économique et social qu'au niveau politique et même religieux. L'incroyance se répand parmi les élites laïques. Les professions libérales, classe issue de ces bouleversements, se montrent particulièrement sensibles aux nouveaux idéaux. Le libéralisme, l'idéal démocratique et le nationalisme les attirent. Pendant ce temps, les difficultés qui se multiplient dans le secteur agricole et les tensions démographiques, contribuent au recul de ce fatalisme résigné qui caractérisait si fortement auparavant l'âme paysanne. L'amoncellement de problèmes qui résultent de cette situation font ressortir l'inadaptation des clercs. Parce qu'ils sont incapables de bien saisir le pouls du XIX^e siècle

naissant, ceux-ci se réfugient dans la pure résistance aux innovations. Mal préparés à agir au milieu de circonstances changeantes et fixé sur son univers traditionnel, le clergé semble débordé par l'ampleur des problèmes à résoudre. En somme, après 1800, les structures cléricales n'ont plus pour un temps la fermeté qu'on leur connaissait. Une sorte de défaillance passagère se produit qui se reflète, en particulier, dans la fameuse querelle pour la création de l'évêché de Montréal.

Ce n'est qu'à la veille de 1830 que s'amorce vraiment la contre-offensive des clercs. C'est Mgr Lartigue, premier évêque de Montréal, qui en est le chef. Entre temps, l'idéologie cléricale, tout en conservant ses traits réactionnaires, s'était retrempee au contact des théocrates français et des courants sociaux. Les ecclésiastiques ne se contentent pas de découvrir dans ces modèles de nouveaux moyens d'action mieux ajustés aux circonstances, ils y puisent une nouvelle combativité. Afin de stimuler la croissance des effectifs cléricaux, on fonde de nouveaux collèges. De son côté, Mgr Lartigue mène une véritable croisade. Il lui importe non seulement de susciter un renouveau du sentiment religieux mais aussi de lutter contre tous ceux qu'il range sous le titre: ennemis de l'Eglise. Les libéraux, les démocrates et tous les tenants du laïcisme lui semblent dans cette perspective constituer les principaux adversaires de l'ordre théocratique. Contrairement à ses devanciers dans l'épiscopat, Mgr Lartigue n'éprouve aucune prévention contre le nationalisme. Il y voit pour sa part un instrument efficace en vue de l'édification d'une société théocratique.

Malgré la ferveur conquérante de leur promoteur, les campagnes de Mgr Lartigue ne parviennent pas à endiguer la montée du mouvement patriote. Les Patriotes proclament ouvertement leurs adhésions libérales et démocratiques. Certains précisent même leurs intentions d'établir une société laïque et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ayant partie liée avec tous les supports du régime établi, l'évêque de Montréal n'enregistre pourtant au cours de ces années que des victoires partielles bien que particulièrement significatives à longue échéance. Mais cela n'empêche pas l'engagement en 1837 du mouvement insurrectionnel. Ce n'est qu'au moment où, à l'automne 1837, se dessine la phase proprement révolutionnaire du mouvement, que Mgr Lartigue intervient officiellement par son mandement du 23 octobre. En plus d'exposer la théorie de la monarchie de droit

divin, d'insister sur la soumission que les sujets doivent au pouvoir établi, il condamne sans équivoque les idées libérales et les conceptions démocratiques du pouvoir. L'intervention de l'évêque de Montréal n'est pas qu'abstraite, elle impliquait des peines précises contre ceux qui se laisseraient séduire par les révolutionnaires. En pareille circonstance, le refus de la sépulture ecclésiastique allait de soi contre ceux qui périraient au combat. Il est évident que ces censures fulminées par les curés devant leurs paroissiens ne pouvaient que calmer la ferveur révolutionnaire de la masse. D'autant plus au reste que, dans l'ensemble, la réaction de la plupart des clercs va dans le même sens. Mais il ne faudrait pas exagérer l'efficacité de l'opération. Les événements subséquents prouvent que les révolutionnaires, bien qu'ayant un choix particulièrement douloureux à faire, ont néanmoins réussi à surmonter, du moins en apparence, les interdits cléricaux. Il est vrai que si le clergé avait appuyé le mouvement, un important obstacle moral aurait été levé. Ainsi, lorsque le curé de l'île Perrot révèle à ses paroissiens qu'il a eu une vision lui prédisant que les Canadiens avant un an marcheraient jusqu'à la cheville dans le sang de leurs ennemis, l'agitation est spontanée dans la paroisse. Mais cela ne signifie pas que l'entreprise révolutionnaire aurait réussi ou qu'elle a échoué parce que le clergé s'y est objecté. Nous connaissons le cas, assez répandu, d'un *habitant* qui, avant le combat, décide d'aller se confesser pour n'avoir pas à livrer bataille. Il avait la certitude que son curé lui ordonnerait de rester chez lui. Citons aussi l'attitude de cet *habitant* qui fit le vœu, advenant le cas où il sortirait indemne de l'aventure révolutionnaire, de parcourir les campagnes avec un sac de cendre sur le dos en signe de pénitence. Tout cela indique, en même temps que la variété des conduites et des motivations, l'importance du frein clérical et religieux. Les condamnations des clercs certes engendrent le désarroi dans les âmes, expliquent en partie l'anarchie des comportements, même chez ceux qui prétendaient être bien libérés de ces entraves, mais elles n'en sont pas l'explication principale.

Les fondements de l'aventure nationaliste

La réaction nationaliste qui se précise après le début du XIX^e siècle avait sa source principale dans les malaises économiques, dans les pressions démographiques et les tensions sociales,

qui ont leur point culminant en 1837. La crise agricole, l'encombrement du terroir seigneurial et la baisse des prix bouleversent l'équilibre du monde rural. L'intrusion croissante du capitalisme, l'immigration massive et les pressions des milieux d'affaires en vue d'obtenir des réformes au niveau des institutions traditionnelles déterminent une réaction de peur au sein des classes rurales. L'*habitant*, parce qu'il s'appauvrit et est incapable d'établir ses fils autour de lui, que l'équilibre traditionnel de son existence est menacé, se replie d'une façon douloureuse et agressive sur lui-même. Incapable de rencontrer le défi de la révolution des techniques agricoles, il devient disposé à se dresser contre le monde extérieur, à chercher en dehors de lui le responsable de ses malheurs. Il est certain qu'en ces circonstances éminemment défavorables, les clercs n'avaient rien, en dehors des voies traditionnelles, à proposer comme solution aux problèmes concrets. Les appels à la résignation chrétienne, à une acceptation absolue des structures établies, trouvèrent peu d'écho dans l'âme paysanne. L'*habitant*, sans pourtant envisager un changement dans son univers traditionnel, devenait disponible pour l'aventure nationaliste. Il suffisait qu'on lui présente un coupable et la perspective de retrouver un jour l'intimité de sa vie d'autrefois. Il faut être naïf pour croire que l'*habitant* pouvait être sensible aux principes constitutionnels, au libéralisme et aux idéaux démocratiques. Ce coupable, seules les professions libérales étaient en mesure de le produire. C'était l'*Anglais* et, surtout, le capitaliste. Ainsi articulé aux difficultés concrètes qui agitaient le milieu rural, reflet des aspirations de l'*habitant* et de ses réactions émotives, le nationalisme, même rejeté par les clercs, ne semblait pas tellement en désaccord avec la tradition religieuse. Disons que le contexte était tel que le conflit moral s'en trouvait minimisé.

Ce nationalisme qui s'exprime finalement dans la révolte armée, était en plus le reflet des difficultés, des intérêts et des aspirations des professions libérales. Cette classe dont les effectifs croissent à un rythme accéléré à la charnière des XVIIIe et XIXe siècles, subit directement les contre-coups des malaises qui habitent le monde rural. Elle est d'autant plus sensible à cette situation qu'elle est originaire du peuple et que la multiplication de ses effectifs prend une allure anormale. Au cœur d'une conjoncture économique particulièrement difficile, le nombre de

ses membres double en dix ans alors que la population se multiplie par deux en vingt-huit ans. La lutte pour la promotion sociale devient alors extrêmement ardue. Contrairement au clergé et aux capitalistes, elle ne peut attendre la reconnaissance sociale ni de son maigre statut économique ni même de son utilité professionnelle encore mal appréciée à l'époque. C'est en se situant comme élite et, surtout, comme super-élite nationale que les professions libérales peuvent espérer conquérir le leadership de la société. Pour cela, elles se doivent, si elles désirent supplanter les marchands au niveau politique, de représenter l'opinion de la masse rurale perçue comme la nation. C'est pourquoi elles en arrivent à assumer, à la fois par opportunisme et par désir de sauvegarder des valeurs supérieures, la défense des anciens héritages menacés par le capitalisme personnifié par l'Anglais. Elles forment alors le dessein de voir se perpétuer une société fondée sur l'agriculture et encadrée par le régime seigneurial ainsi que par le vieux droit coutumier français. A ce point de vue, la préservation des structures cléricales devient indispensable même si par ailleurs elles semblent en contradiction avec les libertés individuelles. Dans ces conditions, on comprend aisément que l'adhésion des professions libérales, représentées au niveau politique par la *parti patriote*, au libéralisme et aux idéaux démocratiques, attitude qui inspire tellement de crainte aux clercs, ne pouvait être profonde. Ces idéologies ne sont en définitive qu'une arme aux mains des *Patriotes* pour assurer aux professions libérales le contrôle des structures politiques et, ultimement, la conquête pacifique de l'indépendance nationale. Ces desseins libéraux et démocratiques n'avaient en conséquence aucune chance de s'enraciner dans la conscience de la majorité des *Patriotes*. Seule une petite minorité d'entre eux poursuivra des objectifs réellement libéraux.

Dès lors, on comprend mieux la faiblesse intrinsèque d'un mouvement orienté vers la conquête de l'indépendance, cette condition indispensable à la réalisation d'un rêve féodal. Les hommes qui dirigent le mouvement patriote certes parlent le langage de la démocratie et du libéralisme mais ils croient toujours en un monde statique et étranger à toute pensée évolutive, à tout effort créateur. L'échec de 1837-38 est inclus dans cette contradiction fondamentale.

La fuite de Papineau

Cette absence d'appui sur des intérêts valables à long terme et sur des valeurs susceptibles de transformer les mentalités en regard de l'idée de progrès explique le caractère précaire de l'engagement de la plupart des chefs patriotes. Le cas de Papineau qui, juste avant la bataille de St-Denis, prend la fuite, n'est pas isolé. Il est même représentatif d'un phénomène beaucoup plus large. Mais son geste, en raison de ce que signifiait l'homme aux yeux de la masse, avait une importance capitale.

Depuis surtout l'année 1826, Papineau avait incarné, en tous ses aspects, la résistance nationale. Il avait, à ce titre, fait l'objet d'un véritable mythe. Ses dons oratoires, son agressivité verbale, son entêtement et ses prétentions à la pureté autant que la variété de ses connaissances avaient exalté l'imagination populaire et celle de ses supporters immédiats. Aussi était-il perçu comme l'expression la plus achevée de l'énergie, du désintéressement le plus pur, du patriotisme tenace et du penseur profond. D'ailleurs lui-même n'avait cessé de travailler à l'édification de ce mythe.

En réalité, l'homme n'avait rien du héros. Il était indécis et faible. Idéaliste, doctrinaire, austère, scrupuleux, il n'avait aucune des qualités qui font les hommes d'action. C'est pourquoi la Chambre d'Assemblée était son royaume. Dans de longs et épuisants discours, il fulminait sans cesse contre l'adversaire, le noircissant à plaisir, mettant ainsi en relief la pureté de la cause qu'il défendait et des principes qu'il évoquait. L'obstruction était sa technique privilégiée. Au reste, il y excellait.

Mais dès le moment où le tréteau se déplace, il perd contenance parce qu'il n'est plus dans son élément. Il n'est pas taillé pour les exigences de l'action concrète, encore moins pour assumer la direction d'un mouvement révolutionnaire. Incapable de s'ajuster à son nouveau rôle, incapable d'être ouvertement infidèle à son mythe, il évolue dans l'ambivalence. Au lieu de diriger les événements, d'être en mesure de les canaliser au profit du mouvement dont il est le chef, il y assiste agité, indécis et souvent prostré. Dans ces conditions, sa fuite n'a rien qui puisse étonner. Elle était déjà inscrite dans la dualité voulue de tous les organismes révolutionnaires: la section civile et la section militaire. On observe qu'il est toujours en charge de la première mais que, dans la pratique, il prend des décisions qui concernent la seconde. Ainsi, c'est lui qui nomme T.S. Brown comme général au camp

de St-Charles. Il n'en reste pas moins paralysé par l'éventualité d'une action militaire prochaine. Les raisons qu'il donnera plus tard pour expliquer son départ de St-Denis étaient des prétextes pour justifier à l'avance sa conduite. Ni avant ni après le combat, il n'a agi de façon à prouver qu'il se réservait en compagnie d'O'Callaghan pour la négociation. D'ailleurs, au mois de novembre 1837, personne n'était dupe de cette mise en scène, voulue ou intentionnelle. Il est certain que la conduite de Papineau, le chef reconnu de tous, a influé très défavorablement sur le destin du mouvement révolutionnaire.

Il serait erroné de penser que seul Papineau a agi de la sorte. Rares étaient ceux, parmi les leaders révolutionnaires, qui pouvaient lui jeter la pierre. Wolfred Nelson, Charles-Ovide Perreault et Chénier font figures d'exceptions. La défection des directeurs de la *Banque du Peuple* constitue un autre aspect de ce problème. Il est évident, dans l'ensemble, que les déficiences dans l'organisation du mouvement révolutionnaire relevaient de la responsabilité de ses dirigeants.

Poser le problème de la responsabilité des faillites lamentables de 1837-38, c'est remettre en question toute l'expérience révolutionnaire: ses objectifs, la personnalité et la conduite de ceux qui l'ont tentée.

Fernand OUELLET

*Faculté de Commerce,
Université Laval.*